



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DRÔME

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°26-2020-153

PUBLIÉ LE 8 SEPTEMBRE 2020

Sommaire

26_Préf_Präfecture de la Drôme

26-2020-09-08-004 - Arrêté préfectoral portant obligation du port du masque dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux (3 pages)

Page 3

26_Préf_Préfecture de la Drôme

26-2020-09-08-004

Arrêté préfectoral portant obligation du port du masque
dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture de Nyons

sp-nyons@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°
PORTANT OBLIGATION DU PORT DU MASQUE DANS LA COMMUNE DE
SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX

Le préfet de la Drôme

- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu le code pénal ;
- Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1 et L. 3136-1 ;
- Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment ses articles 1 et 3 ;
- Vu le décret du 13 février 2019 nommant Monsieur Hugues MOUTOUH, préfet de la Drôme ;
- Vu le décret du 8 août 2017 nommant Madame Christine BONNARD, sous-préfète de Nyons;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2020-08-20-005 du 20 août 2020 portant délégation de signature à Madame Christine BONNARD, sous-préfète de Nyons ;
- Vu l'avis du maire de la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux .

3 boulevard Vauban
26030 VALENCE CEDEX9
Tél. : 04 75 79 28 00
Mél. : prefecture@drome.gouv.fr
www.drome.gouv.fr

1/3

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SRAS-Cov-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ; que par suite, il est nécessaire de prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation, propices à la circulation du virus ;

Considérant que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant que sur ce fondement, les dispositions du II de l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 2020 susvisé habilite le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant que la fête votive et ses abords rassemblera un grand nombre de personnes ;

Considérant, après concertation avec le maire de la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux que les circonstances locales justifient d'étendre l'obligation de port du masque dans certains lieux publics de cette commune ;

SUR proposition de la sous-préfète de Nyons,

ARRÊTE :

•Article 1^{er} :

Le port du masque est obligatoire à Saint-Paul-Trois-Châteaux :

- à l'occasion de la fête votive, sur l'aire du cirque, sur le parking de Saint-Paul 2003 et chemin des Gourmoux sur la portion de la rue faisant la Jonction entre l'aire du cirque et le parking de Saint-paul 2003 :

du vendredi 11 septembre 2020 au lundi 14 septembre 2020 de 08h00 à minuit ;

•Article 2 :

L'obligation du port du masque ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires définies en annexe du décret 2020-860 du 10 juillet 2020 de nature à prévenir la propagation du virus.

Le masque doit couvrir totalement la bouche et le nez ; il peut s'agir d'un masque grand public, en tissu, chirurgical ou jetable.

•**Article 3 :**

Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^e classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

•**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

•**Article 5 :**

Le secrétaire général, le directeur de cabinet, le sous-préfet d'arrondissement territorialement compétent, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et affiché aux abords des lieux concernés.

Fait à Valence, le 8 septembre 2020

pour le préfet, et par délégation
la sous-préfète de Nyons

Signé

Christine BONNARD

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr